

ANALYSE

# Elections européennes : Radiographie de la poussée écolo à Strasbourg

mardi 28 mai 2019, par [Mediapart](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mai 2019).

**Le groupe écolo, qui devrait compter environ 70 députés sur 751, pourrait jouer un rôle pivot au cours des cinq années à venir. Au sein de ce collectif, de nombreuses sensibilités politiques cohabitent, plus ou moins pragmatiques.**

Sommaire

- [Des Grünen allemands très](#)
- [Des écolos français, en \(...\)](#)
- [Belgique, Autriche, Lituanie](#)
- [Les Verts lituaniens, des](#)

Avec près de 70 sièges - le chiffre devrait s'affiner dans les semaines à venir, au fil des négociations -, les Verts, alliés aux régionalistes de l'Alliance libre européenne (ALE), ont obtenu, dimanche 26 mai, un record historique pour leur famille. Ils devraient former le quatrième groupe de l'hémicycle, une place de mieux qu'au mandat précédent (52 élus).

Les écologistes ont profité d'une dynamique qui les distingue de la social-démocratie comme de la gauche radicale, des familles concurrentes qui enregistrent des reculs significatifs. Mais cette poussée des Verts dans beaucoup de pays d'Europe nuit-elle à leur cohérence politique à Strasbourg ? Quid des sensibilités politiques, au sein du futur groupe ?

On peut d'abord rappeler que les partis écologistes partagent, pour la plupart, des origines et des trajectoires semblables dans leurs espaces nationaux respectifs. Beaucoup sont issus de mouvements contestataires des années 1960-1970, ciblant le productivisme, le militarisme, le nucléaire et la destruction des milieux de vie.

Ils se sont d'abord efforcés de faire vivre une démocratie interne donnant le primat au collectif et à la base militante, mais la professionnalisation politique a largement progressé en leur sein, entraînant leur normalisation dans le jeu politique traditionnel.

Ensuite, leur sociologie électorale présente bien un « air de famille » d'un pays à l'autre, comme l'illustrent les bons scores régulièrement obtenus dans les grandes villes ouvertes à la mondialisation. L'électeur ou l'électrice écologiste est généralement jeune, urbain, très instruit, libéral concernant les choix de vie individuels, et très concerné par les enjeux d'environnement et de qualité de vie.

Mais ce profil type explique aussi pourquoi leurs succès restent encore largement concentrés dans une partie seulement du continent européen, au sein des pays les plus riches et les plus touchés par l'individualisation des valeurs. Leur implantation, réussie en Europe du Nord, en France, au

Benelux, en Allemagne et en Autriche, ne s'est toujours pas réellement faite dans les pays du sud et de l'est de l'Europe (voir les cartes des résultats ci-dessous).

[Carte non reproduite ici.]

© Mediapart

Chercheur en science politique au Cevipol (ULB), Awenig Marié reconnaît que la diversité interne du groupe Verts/ALE s'avère importante au regard des groupes historiques du PPE (conservateurs) et S&D (sociaux-démocrates). Il en veut pour illustration que « les études sur le positionnement "gauche/droite" des élus indiquent une forte variance au sein du groupe ». Des sensibilités nationales différentes se cristallisent aussi sur certains textes. Sans surprise, les Français se révèlent plus dirigistes et plus critiques de l'austérité que les Allemands. Enfin, les régionalistes se distinguent davantage que leurs collègues dans leurs votes.

Awenig Marié nuance toutefois ces constats en soulignant que, dans tous les cas, le groupe Verts/ALE est le plus « cohésif » du Parlement dans ses votes (le site VoteWatch enregistre un taux de cohésion de 95 % pour la dernière législature). Le fait de vouloir peser, en dépit d'un nombre d'élus modeste, les incite évidemment à faire bloc.

Mais leur cohésion est aussi due à « un système de discussion en amont très élaboré » : des groupes de travail œuvrent à rapprocher les positions des différentes délégations ; l'existence d'une co-présidence permet de maximiser les contacts personnels entre les eurodéputés et leurs chefs de groupe ; et les régionalistes sont formellement représentés dans l'encadrement et les équipes administratives du groupe. Le même chercheur tient enfin à signaler que, souvent, les divisions lors des votes ne suivent pas des lignes nationales mais traversent les délégations, y compris allemande et française.

**Mediapart a passé au peigne fin les principales délégations du futur groupe écolo à Strasbourg. Pragmatiques, « gauchistes », régionalistes, pirates ? Voici les profils très divers, pays par pays, des quelque 70 députés qui incarnent la poussée écolo observée dimanche dans les urnes.**

### **Des Grünen allemands très pragmatiques (21 élus)**

Près de quarante ans après la fondation des *Grünen* (*Bündnis 90/Die Grünen* depuis la Réunification), les écologistes allemands ont dépassé, dimanche, le grand parti social-démocrate de Willy Brandt. L'idée évoquée par beaucoup d'un « chancelier vert » n'est plus une boutade. Ce parti, qui a démarré sa carrière parlementaire en jeans, baskets et pull de laine bio tricotée main, est depuis longtemps devenu une formation structurée qui s'est patiemment implantée dans les Länder, avec toutefois une plus faible présence à l'est.

Son passage au gouvernement (1998 - 2005) et son engagement patient en faveur de la transition énergétique et des énergies renouvelables, qui couvrent aujourd'hui 38 % des besoins électriques de l'Allemagne, l'ont aussi crédibilisé aux yeux d'un monde économique dont ils se sont beaucoup rapprochés. Martin Kroh, chercheur à l'Institut allemand d'économie (Berlin) et auteur d'une étude sur la capacité des Grünen à élargir leur électorat, explique par ailleurs que « les jeunes militants des années 1980 sont aujourd'hui entrepreneurs, fonctionnaires, enseignants, chercheurs ou médecins. Ils font surtout partie des catégories aisées. Le revenu moyen des électeurs écologistes est même supérieur à celui des électeurs du parti libéral ».

Pour le chercheur, plusieurs facteurs expliquent la mue et le succès des Verts allemands : « Depuis

qu'en 1999, Schröder et Fischer [respectivement chancelier SPD et ministre des affaires étrangères Grünen] ont envoyé des soldats allemands se battre dans les Balkans, les Verts ne sont plus les représentants du pacifisme. En revanche, ils sont leaders sur l'environnement et l'énergie, qui sont des problématiques centrales des années à venir, ou encore sur la question de l'égalité homme/femme et de la démocratie directe. En outre, leur électorat est plus jeune. Il est majoritairement né après 1950. Enfin même s'ils se revendiquent de gauche, leur implantation dans les catégories bourgeoises en fait une concurrence redoutable pour la droite », conclut-il.

Ajoutez à cela un fonctionnement interne plus démocratique qu'ailleurs et qui favorise les directions bicéphales homme/femme ou encore la séparation entre fonctions et mandats politiques, vous aurez une formation politique vivante et peu monolithique. Terriblement pragmatiques, sans pour autant avoir perdu tous leurs objectifs initiaux de vue, les Verts sont aujourd'hui prêts à gouverner tant avec la gauche qu'avec la droite conservatrice. Leur expérience de la proportionnelle, des coalitions et du système fédéral à plusieurs étages les a entraînés tant à la négociation serrée qu'à la recherche du compromis.

### **Des écolos français, en toute autonomie (12 élus)**

Les Verts français savourent leur victoire. Leur stratégie de l'autonomie de l'écologie politique a réussi à capter aussi bien des électeurs de Macron en 2017 déçus par le début du quinquennat (14 % se sont reportés sur le vote écolo), que les votants LFI de la présidentielle (19 % se sont reportés sur le vote écolo).

Dans le concert des offres sociales et écologiques, mais aussi au sein d'un électorat de gauche déboussolé par l'offre pléthorique, EELV est apparue comme le vote refuge : « Il y a un truc simple à faire, c'est prendre un bulletin vert et le mettre dans l'urne : au moins, les électeurs sauront pour quoi ils ont voté », a répété Yannick Jadot, la tête de liste, pendant toute la campagne.

Reste désormais aux écolos à rendre plus concret ce « nouveau paradigme » écologique qu'ils continuent de situer au-dessus du clivage droite-gauche, censé remplacer, à terme, la social-démocratie. Et ce ne sera pas forcément simple... Dès leur arrivée à Bruxelles, les 12 eurodéputés français devront se définir par rapport au reste du groupe parlementaire : emboîteront-ils le pas des écologistes allemands, sans doute plus disposés à former une alliance avec le groupe des libéraux européens ? Ce serait, pour les Verts français, le risque de décevoir une grande partie de l'électorat venue de la gauche.

Par ailleurs, si Yannick Jadot n'a pas exclu la possibilité d'une alliance avec la droite afin de peser sur la constitution de la nouvelle commission [1], certains nouveaux eurodéputés, comme Damien Carême, Marie Toussaint, Mounir Satouri ou David Cormand, se sont affichés en opposition résolue à Emmanuel Macron.

### **Belgique, Autriche, Lituanie, Royaume-Uni, etc**

#### **Les Greens au Royaume-Uni, pour le maintien dans l'UE (sept élus)**

Avec 12,1% des voix, soit 4,2 points de plus qu'en 2014, les Verts enregistrent un score plus élevé que le parti conservateur de Theresa May, relégué en cinquième position. Les écologistes britanniques comptent désormais sept eurodéputés à Strasbourg, contre trois lors de la précédente législature.

Le succès rencontré par ce petit parti - qui compte une seule députée à Westminster - est d'autant plus remarquable qu'il ne s'explique pas par une poussée verte dans une poignée de régions. Cette percée écologiste est un phénomène répandu dans l'ensemble de l'Angleterre : à l'exception du Nord-Est et de la région des East Midlands, toutes les grandes régions anglaises ont désormais, entre autres, un eurodéputé vert.

Cette bonne performance des Verts s'explique par la position pro-européenne du parti. Caroline Lucas, qui représente une circonscription de Brighton à la Chambre des communes depuis 2010, est devenue la figure de proue de la campagne en faveur d'un second référendum sur le maintien du pays dans l'Union européenne.

Le succès des Verts tient également à l'inquiétude grandissante des Britanniques face au réchauffement climatique et à ses conséquences. Les actions menées en avril dernier à Londres par le mouvement citoyen Extinction Rebellion, créé en Angleterre en 2018, ont rencontré un écho positif au sein d'une large partie de la population, consciente de la menace que représente le changement climatique pour la survie de l'humanité [2].

Le Green Party défend un programme d'isolation national des logements ainsi qu'un programme de construction de logements neutres en CO<sub>2</sub>. Il est aussi favorable à l'introduction d'une semaine de quatre jours. À noter que les Verts sont pour la renationalisation des transports publics, des services de distribution du courrier, de l'eau, du gaz et de l'électricité - comme le parti travailliste de Jeremy Corbyn -, soit un positionnement plus radical que nombre de formations écolos sur le continent.

Depuis 2016, le leadership du parti est assuré par un duo : Jonathan Bartley, élu municipal londonien, et Sian Berry, élue municipale à Camden et membre de l'assemblée du Grand Londres. En 2016, Sian Berry était arrivée en troisième position dans la course à la mairie de Londres. L'an prochain, elle sera de nouveau candidate au poste de maire de la capitale. Si la popularité des Verts continue de grimper, la candidate écologiste pourrait décrocher la deuxième place du scrutin, devant le candidat conservateur.

### **Des indépendantistes et régionalistes en force (sept élus)**

C'est une spécificité du groupe des Verts à Strasbourg : il accueille aussi des régionalistes et/ou indépendantistes. Le catalan Raul Romeva, aujourd'hui en prison à Madrid, en a par exemple fait partie par le passé. Cette année, trois élus espagnols (y compris deux indépendantistes catalans, dont l'ex-vice-président de la Catalogne Oriol Junqueras) [3] devraient s'associer aux Verts, tandis que les indépendantistes écossais du SNP ont remporté trois sièges (un siège de plus pour Plaid Cymru, les indépendantistes gallois très écolos).

Oriol Junqueras, vice-président du gouvernement catalan destitué, à son arrivée à l'Audience nationale jeudi, à Madrid © Javier Barbancho / Reuters.

Oriol Junqueras, vice-président du gouvernement catalan destitué, à son arrivée à l'Audience nationale jeudi, à Madrid © Javier Barbancho / Reuters.

Également élu dimanche, l'indépendantiste catalan Carles Puigdemont (droite), en exil à Bruxelles depuis l'automne 2017, ne devrait pas, lui, rejoindre ce groupe, trop marqué à gauche. À signaler que l'eurodéputé corse François Alfonsi, réélu sous l'étiquette Régions et peuples solidaires, sur la liste EELV, appartient à la mouvance des régionalistes. Les élus nationalistes de l'île, le président de l'exécutif corse Gilles Simeoni en tête, se sont largement mobilisés pour faire campagne aux côtés de Yannick Jadot.

### **Des écolos belges plus ou moins radicaux (trois élus)**

Officiellement, les écologistes belges (3 eurodéputés et 21 sièges de députés emportés lors des élections fédérale du 26 mai) sont unis derrière un seul et même programme. Dans ce pays où même les partis sont divisés en deux en fonction des frontières linguistiques, Ecolo francophone et Groen flamand ont constitué un groupe unique à la Chambre des députés. Ils sont les seuls partis politiques à l'avoir fait.

Mais cette unité au Parlement masque mal des positionnements et des cultures politiques différents. « Les écologistes, cela va des libéraux à la gauche radicale, c'est une richesse et une faiblesse », dit Hugues Le Paige, l'un des responsables de la revue belge Politique. « La jeune génération d'Ecolo est tout de même très radicale, beaucoup n'hésitent pas à se définir comme anticapitalistes », ajoute Henri Goldman qui fut candidat écologiste, dimanche, aux élections régionales à Bruxelles.

Les écologistes francophones ont abandonné ces dernières années le "ni droite-ni gauche" pour se positionner clairement à gauche, sur les questions sociétales mais aussi sur les dossiers économiques et sociaux. Réforme fiscale, âge de la retraite, hausse des bas salaires et des pensions : tous les marqueurs de gauche sont dans leur programme qui veut lier « transition écologique et solidarité sociale ».

Cela n'a pas été sans heurter une aile centriste assez puissante en Wallonie qui met en avant les vertus de l'économie solidaire et du tiers-secteur plutôt que le rôle d'un État redistributeur. Cela passe parfois moins bien avec les militants flamands de Groen. Leur leader, Kristof Calvo, est décrit comme beaucoup plus libéral. Il n'est pas favorable à un retour de la retraite à 65 ans (l'âge a été repoussé à 67 ans par le précédent gouvernement). Groen, une formation très engagée sur les questions sociétales, est beaucoup plus en retrait sur les principaux dossiers économique-sociaux.

« Le groupe unique permet de négocier une position commune avant les votes à la Chambre », dit Sarah Schlitz. Cette jeune femme, élue dimanche députée fédérale à Liège, ne cache pas une appartenance clairement à gauche, voire à la gauche du PS francophone. Et jusqu'alors, souligne-t-elle, ces divergences n'ont pas empêché les deux formations de travailler ensemble en bonne entente.

### **Aux Pays-Bas, *GroenLinks* veut reproduire le succès des *Grünen* allemands (trois élus)**

Bonne performance de la Gauche verte néerlandaise, qui passe de 7 à 10 % d'un scrutin à l'autre (et donc de deux élus en 2014 à trois aujourd'hui). GL, associé à son leader charismatique Jesse Klaver, confirme son ascension dans le paysage national, après son bon score aux législatives de 2017.

capture-d-e-cran-2017-03-10-a-20-48-47Le parti, qui avait cette fois pour tête de file l'eurodéputé sortant Bas Eickhout (qui était aussi l'un des chefs de file du parti vert européen pour la commission, durant cette campagne), a mis en avant son bilan, et notamment celui de Judith Sargentini, remarquée à Strasbourg pour son rapport cinglant sur le Hongrois Viktor Orban.

Reste que la progression est contenue, moins spectaculaire qu'en Allemagne, alors que GL et les *Grünen* entretiennent beaucoup de points communs. À l'inverse de l'Allemagne, où les sociaux-démocrates du SPD se sont un peu plus effondrés, les travaillistes néerlandais, eux, ont remporté le scrutin - à la surprise quasi générale -, limitant d'autant la progression des écolos au centre-gauche.

### **Les *Grünen* autrichiens, farouches opposants à l'extrême droite du FPÖ (deux élus)**

Les Verts se sont refait une santé. Alors qu'ils étaient tombés à 3,8 % aux législatives d'octobre 2017 - et avaient donc disparu du Parlement -, ils ont récolté 14 % des voix lors du scrutin européen dimanche. Un léger recul par rapport aux européennes de 2014, mais l'embellie est bel et bien là : Die *Grünen* remonte la pente.

Werner Kogler, qui conduisait la liste du parti, a résumé la situation dimanche face à ses partisans enthousiastes : « tomber, se relever et continuer à avancer ». Ce succès s'explique en partie par les thèmes portés durant la campagne, à commencer par la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre - ils proposent notamment de sortir du nucléaire en Europe d'ici à 2030 et veulent accélérer le développement du transport ferroviaire dans l'UE. Ils ont aussi incarné une opposition forte aux populistes, moins timorée que celle des sociaux-démocrates, à l'image du président de la République autrichien, l'écologiste Alexander Van Der Bellen.

Ces partisans du fédéralisme défendent explicitement l'accueil des réfugiés, l'idée d'un salaire minimum dans tous les États européens ainsi que l'égalité salariale entre hommes et femmes. Il sera intéressant de voir si les Verts confirment l'essai aux élections législatives anticipées, qui devraient se tenir en septembre prochain. C'est en tout cas une chance unique pour eux de faire leur retour au parlement autrichien.

## **Les Verts lituaniens, des cousins (très) éloignés**

Les élus verts lituaniens sont parmi ceux qui sont le plus étrangers à la famille écologiste qui s'est développée en Europe ces quatre dernières décennies. L'Union des Verts et des agriculteurs lituaniens est en réalité un parti de centre-droit, que l'on peut classer comme « agrarien » dans la mesure où il exprime les intérêts sociaux des exploitants de terres agricoles, à l'instar de son dirigeant Ramunas Karbauskis.

Pour le reste, sa dimension écologique n'a que peu de substance programmatique, même si la « soutenabilité » des politiques du parti est fièrement mise en avant dans son manifeste électoral. Saulius Skvernelis, bien que non membre du parti, est celui qui en a mené la liste aux élections législatives de 2016. Fort d'un score colossal de 22,5%, il a hérité du poste de Premier ministre en nouant une coalition - toujours en vigueur -- avec les sociaux-démocrates.

**Fabien Escalona et Ludovic Lamant ont coordonné la rédaction de cet article** avec l'aide d'Amandine Alexandre à Londres, François Bonnet (Belgique), Pauline Graulle (France), Donatien Huet (cartes), Vianey Lorin à Vienne et Thomas Schnee à Berlin.

---

### **P.-S.**

• LA RÉDACTION DE MEDIAPART. 27 MAI 2019 :  
<https://www.mediapart.fr/journal/international/270519/radiographie-de-la-poussee-ecolo-strasbourg?onglet=full>

---

### **Notes**

[1] <https://www.mediapart.fr/journal/france/080319/simon-persico-dans-les-faits-l-ecologie-est-de-plus-en-plus-ancree-gauche?onglet=full>

[2] <https://www.mediapart.fr/journal/international/280119/xr-une-mobilisation-mondiale-contre-l-extinction?onglet=full>

[3] <https://www.mediapart.fr/journal/international/270519/espagne-nouveau-succes-de-pedro-sanchez-echec-de-valls-barcelone>